

INTERPELLATION URGENTE

Tremblement de terre

Motif de l'urgence

L'urgence est demandée en raison de la gravité de situation. Une catastrophe affectant deux millions de personnes.

Développement

Le séisme d'une magnitude de 7.8 qui a eu lieu dans la nuit du 5 et 6 février a déjà fait 100'000 victimes et il est probable que ce nombre augmente encore. Les régions les plus touchées sont principalement de peuplement kurde, de part et d'autre de la frontière turco-syrienne. Ces populations sont historiquement délaissées et opprimées par Ankara, sous le régime d'occupation turque et islamiste extrémiste dans le nord de la Syrie. A cela s'ajoute la présence de milliers des réfugié·e·s qui ont fui les nombreux combats qui déstabilisent la région depuis une décennie. Cette catastrophe est donc d'autant plus aiguë que les populations vivent des difficultés économiques et politiques de longue date.

Ce tremblement de terre est loin d'être le premier qui frappe la région. Celle-ci est au croisement de trois plaques tectoniques, ce qui en fait un lieu propice aux séismes. Historiquement, ces catastrophes sont donc nombreuses : la plus récente de vaste ampleur a eu lieu en 1999, se soldant par près de 17'000 morts.

Prendre conscience de cette réalité permet de se rendre compte que le régime actuel a fait tout sauf mener une politique préventive en la matière, et ce malgré les importantes aides européennes reçues pour des plans urbanistiques adaptés. Depuis des années, des spécialistes en sismologie ont alerté sur le risque imminent de dangereux mouvements de plaques, sans que cela ne fasse réagir le gouvernement.

Ceci est d'autant plus scandaleux lorsque l'on connaît les liens étroits qui unissent le parti de l'AKP et Erdogan lui-même aux secteurs de la construction ainsi que les projets de construction, plus pharaoniques les uns que les autres, menés depuis son accession au pouvoir. Les cas de corruption sont innombrables, tant en ce qui concerne les attributions de contrats à des entreprises privées proches du gouvernement, que l'utilisation de matériaux de mauvaise qualité et le non-respect des normes d'ingénierie. Les opposant·e·s à ces projets et les journalistes ayant tenté d'y jeter la lumière croupissent en prison par dizaines.

Comme l'illustrent d'innombrables témoignages et contrairement à la propagande du gouvernement turc, bien des régions sont littéralement abandonnées à leur sort. Dans des nombreuses villes telles que Gaziantep, Pazarcik, Elbistan, Malatya, Hatay, Iskenderun, – villes kurdes, aléviennes, d'opposition politique –, le gouvernement a bloqué l'arrivée de l'aide durant les 3-4 premiers jours. Le tremblement de terre a secoué ces populations, mais c'est Erdogan qui les a tuées. C'est le gouvernement qui a laissé les gens sous les décombres et les a condamnés au froid, à la faim et à la mort.

L'inefficacité dans l'aide apportée est en partie structurelle, en partie intentionnelle et due au contexte géopolitique. La Turquie est en train de mener un nettoyage ethnique dans la

ville d'Afrin (Rojava, nord de la Syrie). Maintenant, dans les villes anéanties par le tremblement de terre où Kurdes, Alévis, Arabes, Arméniens et Juifs vivaient côte à côte – Adiyaman, Hatay, Maras, Elbistan et Pazarcik – Erdogan projette également de mener un changement démographique. Il a déclaré que les habitants seraient installés dans d'autres villes, que celles-ci seraient rasées et que 200'000 nouveaux logements seraient construits en une année. Ce changement démographique constitue un crime contre l'humanité et tous les États, l'Union Européenne et la Suisse doivent le condamner.

En Syrie, il y a également des milliers de morts et la situation est empirée par la guerre civile depuis 2011 et un régime politique autoritaire tenu par Bashar Assad depuis 23 ans à la tête d'un parti unique. Kobane, Minbij, Sheh Mahsud (Alep), Shehba (la zone où les réfugiés ont fui l'occupation turque d'Afrin) et Afrin ont été touchés par le tremblement de terre. Dans les zones les plus affectées, on trouve notamment celles sous occupation turque et aux mains des mercenaires islamistes à la solde d'Ankara. Cette situation implique une désorganisation locale et une difficulté accrue à faire parvenir l'aide. De plus, l'Etat turc a bombardé le Rojava la nuit du séisme. Depuis le séisme, la Turquie a bombardé 65 fois le Rojava.

La priorité est bien sûr à l'urgence des secours. Cependant, il faut d'ores et déjà être attentifs à la façon dont cette catastrophe sera, d'une part, instrumentalisée en vue des élections à venir en Turquie (en mai prochain) mais aussi d'autre part, voir quels enseignements en seront tirés (ou pas). Quand une telle catastrophe se produit, les blessures et les besoins ne disparaissent pas en même temps que l'attention des médias. Des vies et des foyers sont détruits ; la reconstruction est un processus de longue haleine qui va au-delà du seul béton, mais doit impliquer la prévention et le renforcement des capacités locales de réponses à de tels séismes.

Sur la base de ce qui précède, les soussigné-e-s adressent les questions suivantes à la Municipalité :

QUESTION

1. Qu'est-ce qu'a fait la Municipalité pour aider les victimes du séisme ?
2. En cas d'aide matérielle et sous forme d'argent, par quelles organisations l'aide de la ville a transité ?
3. La Municipalité a-t-elle conscience de la difficulté pour l'aide humanitaire d'atteindre les populations kurdes ainsi que syriennes touchées par le séisme et comment a-t-elle cherché à contourner ces difficultés ?
4. La Municipalité envisage-t-elle également d'apporter des aides à la reconstruction ou des aides à plus long terme au bénéfice des populations susmentionnées ?


Sevgi Koyuncu (EAS)

8. 




Bonifacio / Joseche

